

Construire un écosystème international de diffusion scientifique pour communiquer et étendre la recherche sur la liberté d'information

Candidature au Prix de la diffusion scientifique ULB

Projet : “TRANSACT - Transparency in Action”

Candidat : Giovanni Esposito,

Chargé de cours en science politique, Département de Science Politique.

Directeur du Centre d'Étude des Politiques et de l'Administration Publique

(CEPAP) de l'Institut de Sociologie, Faculté de Philosophie et Sciences sociales

Cette candidature présente une stratégie intégrée de diffusion scientifique visant à rendre accessible et participative la recherche académique sur la liberté d'information. En articulant médias, événements et partenariats internationaux, le projet TRANSACT a construit un écosystème de communication reliant science et société.

1. Une stratégie de diffusion articulée autour d'un écosystème de communication intégré

Ma stratégie de diffusion scientifique s'est structurée autour de la mise en place d'un **écosystème international de communication** combinant médias grand public, médias spécialisés et événements académiques participatifs.

Elle a visé à ouvrir mes recherches sur la transparence gouvernementale et le droit d'accès à l'information – en anglais *Freedom of Information* (FOI) – à un public élargi, tout en favorisant les échanges entre chercheurs, praticiens, journalistes et acteurs de la société civile.

Mes travaux de recherche portent sur l'évaluation de la mise en œuvre effective des lois FOI, à travers des expériences de terrain (en anglais *field experiments*) menées en collaboration avec des organisations de la société civile¹. Ces expériences permettent d'observer concrètement comment les administrations répondent aux demandes d'accès à l'information et d'identifier les obstacles pratiques à la transparence gouvernementale.

L'objectif de ma stratégie de communication a été triple :

- a) Rendre accessibles et compréhensibles les résultats issus d'expériences menées en Belgique sur la mise en œuvre du droit d'accès à l'information ;
- b) Stimuler le débat public sur la transparence, la redevabilité et la gouvernance ouverte ;
- c) Créer un réseau international de chercheurs, praticiens, journalistes et acteurs de la société civile, engagé dans la reproduction et l'extension de ces expériences dans d'autres pays.

2. Les actions de diffusion

2.1. Médias grand public : inscrire la recherche dans le débat public

La première étape de la diffusion a été une **interview** publiée dans *Le Soir* le 10 octobre 2024, qui présentait les résultats de l'expérience belge et en analysait les implications démocratiques.

¹ Mes publications clés liées à ces recherches sont disponibles aux liens suivants: [Lien 1](#) et [Lien 2](#)

Cet article a permis d'ouvrir le débat sur les pratiques administratives et sur les obstacles rencontrés par les citoyens dans leurs démarches d'accès à l'information².

Il a ainsi donné une visibilité nationale à la recherche et permis d'ancrer mes travaux menés à l'ULB dans une discussion plus large sur la gouvernance démocratique.

2.2. Médias spécialisés : vulgariser la science et favoriser la participation

Dans le prolongement de cet article, une **vidéo explicative** a été produite et diffusée sur la chaîne YouTube du *CivicSciTV Network*, un réseau international dédié à la *civic science*³.

Cette vidéo présentait de manière accessible la démarche expérimentale menée en Belgique, tout en annonçant le colloque international "*Transparency in Action – International Perspectives from Experimental Research on Freedom of Information Laws*" que j'ai coorganisé avec le Prof. Vincent Mabillard (SBS-EM) à l'ULB les 27–28 mars 2025.

Elle a ensuite été utilisée comme outil de communication pour inviter le public à participer au colloque, en permettant un accès direct via un QR code intégré sur les affiches et les supports de présentation. Après le colloque, cette vidéo a également servi à étendre la recherche au niveau international : je l'ai transmise à des chercheurs et journalistes intéressés par la reproduction de l'expérience dans leurs pays.

Enfin, la vidéo et ses contenus ont servi de base à un **webinaire** organisé avec *MySociety*, une organisation britannique pionnière de la *civic tech*. Ce webinaire, diffusé sur les canaux YouTube de *MySociety*, a réuni des chercheurs et acteurs internationaux de la transparence⁴. Il a joué un rôle déterminant dans l'attraction de nouveaux collaborateurs scientifiques, notamment la Dr. Maria Zuffova (*European University Institute*), qui a depuis entamé une procédure pour devenir collaboratrice scientifique au CEPAP.

2.3. Événements académiques participatifs : créer des espaces de co-construction

Le **colloque international** "*Transparency in Action – International Perspectives from Experimental Research on Freedom of Information Laws*", tenu au CEPAP de l'ULB les 27–28 mars 2025, a constitué le cœur de cette stratégie. Soutenu par le FNRS, le réseau CIVIS et la Faculté de Philosophie et Sciences sociales, il a rassemblé 49 participants venus d'Europe et d'Afrique, parmi lesquels des chercheurs et des praticiens de la transparence (*Transparencia.be*, *LoiTransparence.ch*, *Access Info Europe*)⁵. L'événement a permis de poser les bases d'un réseau transnational de recherche expérimentale sur la transparence gouvernementale.

Cette dynamique s'est prolongée à l'international, notamment :

- a) par ma présidence du panel "*Transparency*" lors de la *Public Management Research Conference* (PMRC 2025) à Séoul (27 juin 2025) ;
- b) et par ma co-présidence du panel "*Design, Implementation, and Challenges of Transparency Policies*" lors de la 7th *International Conference on Public Policy*

² L' interview est disponible à ce lien: <https://www.lesoir.be/628246/article/2024-10-10/85-communes-cultivent-le-secret-sur-leurs-cameras-de-surveillance-cartes>

³ La vidéo est disponible à ce lien: <https://www.youtube.com/watch?v=yUM5xr79MZg>

⁴ La vidéo du webinaire est disponible à ce lien: <https://www.youtube.com/watch?v=f9uRb-ldU40>

⁵ Un rapport détaillé sur ce colloque et sur les activités menées est disponible en annexe à cette demande de candidature, et un communiqué de diffusion est accessible à ce lien: <https://www.ulb.be/en/deux-journees-de-colloque-international-sur-la-transparence-publique-perspectives-croisees-europe-afrique>

(ICPP7) organisée à Chiang Mai (2–4 juillet 2025) par la *International Public Policy Association* (IPPA).

Ces deux conférences ont permis de présenter les résultats de la recherche belge à un public académique international et d'enrichir le réseau de collaboration scientifique sur la transparence.

3. Les impacts et retombées concrètes

3.1. Rayonnement international

À la suite des activités de diffusion, le *Centre for Law and Democracy* (CLD), dirigé par Toby Mendel, m'a contacté en juin 2025 pour inclure la Belgique dans le projet IDUAI (*International Day for Universal Access to Information*), soutenu par l'UNESCO, le *Global Forum for Media Development* (GFMD) – un réseau mondial d'organisations œuvrant pour le journalisme indépendant – et le *Global Investigative Journalism Network* (GIJN) – une alliance internationale de journalistes d'investigation et de formateurs aux pratiques de transparence. Le projet a également été diffusé au sein du *Freedom of Information Advocates Network* (FOIANet), un réseau international regroupant des chercheurs, journalistes et ONG engagés dans la défense du droit d'accès à l'information. Nous avons ainsi mené des tests comparatifs sur la performance des lois FOI et contribué à la rédaction du rapport 2025, publié à l'occasion de la Journée mondiale du 28 septembre 2025⁶.

3.2. Nouvelles collaborations et extension géographique dans la conduite des expériences de terrain

En juillet 2025, une collaboration avec LoiTransparence.ch, un réseau suisse de journalistes et de juristes engagé pour la transparence publique, a conduit au lancement d'une expérimentation FOI en Suisse, conclue en septembre 2025.

Une nouvelle phase est prévue en Roumanie dès janvier 2026, élargissant le réseau international initié à Bruxelles.

3.3. Attractivité académique

La diffusion a également renforcé la visibilité du CEPAP–ULB :

- Accueil d'un doctorant de l'Université de Gênes en Italie (Enrico Quaglia) pour un séjour de recherche consacré à l'analyse des données de Transparencia.be, une plateforme citoyenne belge permettant aux citoyens de soumettre et de suivre leurs demandes d'accès à l'information ;
- Démarrage d'une collaboration scientifique avec Maria Zuffova de l'*European University Institute*, une institution européenne de recherche en sciences sociales basée à Florence.

Cette collaboration portera sur l'analyse des données issues du projet IDUAI, dans le cadre d'un travail plus large sur les liens entre populisme, transparence et accès à l'information.

⁶ Le rapport est disponible à ce lien: <https://www.law-democracy.org/launch-of-report-on-global-right-to-information-stress-test/>